

République Centrafricaine : une situation à surveiller

Par Gérard Fuchs, Responsable de la coopération internationale

Séminaire de travail sur la démocratie avec le MLPC. Par Gérard Fuchs responsable du département coopération internationale

La situation de la République Centrafricaine n'a que peu retenu l'attention des observateurs ces dernières années, si ce n'est en relation avec la question du Darfour. C'est pourtant une longue descente aux enfers dans laquelle s'est enfoncé le pays depuis le coup d'Etat militaire du général Bozizé en 2003.

La situation de sécurité intérieure n'a cessé de se dégrader dès lors que les milices tchadiennes qui avaient été le fer de lance du coup d'Etat, non payées, ont commencé à se servir elles-mêmes sur le pays. Les bandes militaires de toutes origines n'ont cessé depuis de se multiplier et de multiplier leurs exactions, bien au-delà de la zone frontière avec le Soudan.

L'armée régulière, tenue en méfiance par un général-président attribuant pour l'essentiel des moyens et matériels à une garde personnelle recrutée sur une base ethnique, s'est avérée de ce fait incapable de rétablir l'ordre.

L'agriculture du pays a vu peu à peu sa production reculer, les villageois devant se réfugier dans les zones forestières ou dans les villes. Les effectifs du cheptel se sont effondrés dramatiquement tandis que certaines ONG évaluent aujourd'hui autour d'un million, le quart de la population, le nombre de déplacés et réfugiés.

Les élections manipulées de 2005, qui ont permis au général Bozizé de se faire légitimer comme président avec 65% des voix, face au président du MLPC (Mouvement de libération du peuple centrafricain) Martin Ziguélé, n'ont évidemment rien changé à la situation.

Pendant ce temps s'affichait une corruption sans vergogne. Le général-président allait, en 2006, jusqu'à supprimer l'administration des douanes, principale source de rentrées budgétaires, pour en attribuer le contrôle à ses amis ; il n'hésitait pas à mettre en cause, sans base juridique et contredit par une Cour constitutionnelle qu'il faisait alors assiéger par ses troupes, les intérêts des derniers investisseurs extérieurs encore présents, comme Areva et Total, pour tenter de distribuer à son clan d'autres prébendes !

Alors que la RCA bénéficie de nombreuses richesses naturelles, agricoles, forestières et minières, elle se trouve aujourd'hui dans les quatre derniers pays au classement de l'« Index de développement humain » de la Banque mondiale !

L'ensemble de ces actions a heureusement fini par faire réagir la communauté internationale.

L'ONU, à travers notamment une enquête et un rapport du PNUD, a dénoncé des violations massives des droits de l'homme ; l'Union africaine a stigmatisé « les exactions sur les populations civiles dont les soldats de l'armée sont accusés » ; l'Union

européenne enfin, à travers son ambassadeur, a déclaré que « la corruption est un fléau pour le pays ».

Ces institutions ont exercé des pressions financières et politiques croissantes qui ont obligé le pouvoir à accepter l'ouverture, le 8 décembre dernier, d'un « Dialogue politique inclusif » (DPI) rassemblant, à côté de ses représentants, des responsables de trois mouvements politico-militaires, de partis de l'opposition démocratique, dont le MLPC , et de l'ensemble de la société civile.

Les partis et associations de l'opposition démocratique, réunis au sein de l'« Union des forces vives de la nation » (UFVN), ont présenté des revendications très précises, tout en décidant de donner la priorité au retour à la paix civile et à une organisation incontestable des élections, présidentielles et législatives, prévues pour se tenir en 2010. Après débat, l' UFVN a donc décidé de ne pas faire de la question de la légitimité du président Bozizé un préalable, ce qui aurait rendu difficile toute atteinte de ses objectifs.

Dans ce contexte, le séminaire de formation de cadres organisé à Bangui du 11 au 14 décembre 2008 par la Fondation Jean-Jaurès au profit du MLPC prenait une dimension nouvelle. Certes, la Fondation actait par cette action de soutien, à laquelle ont participé plus de quatre-vingt responsables du parti venus, malgré les difficultés, de toutes les préfectures du pays, l'entrée récente du MLPC au sein de l'Internationale Socialiste. Mais elle signifiait aussi à l'ensemble des citoyens centrafricains l'engagement de la Fondation Jean-Jaurès en faveur d'un processus démocratique devant déboucher sur des élections libres et au résultat enfin incontestable.

Le refus du jusqu'au-boutisme adopté comme stratégie par le MLPC a permis que le DPI se termine au mieux le 20 décembre 2008 : programme de démobilisation-réinsertion pour les combattants des mouvements rebelles ; révision du code électoral supervisée par une commission indépendante ; mise en place d'un gouvernement « de mission » intérimaire ; création d'un comité de suivi ouvert à des représentants internationaux et qui devra fonctionner jusqu'aux élections. Reste évidemment à transformer les paroles en actes !

Interrogé par le président Ziguélé sur l'intention de la Fondation d'engager de nouvelles actions de coopération, j'ai pris l'engagement qu'il en serait ainsi. J'ai également promis que la situation de la RCA allait faire l'objet dans les temps à venir de toute notre attention et que nos observations et remarques seraient portées à l'ensemble de nos partenaires politiques et à leur représentation, que ce soit à l'Assemblée nationale ou au Parlement européen.

D'expérience, je me méfie beaucoup pour ma part de ces militaires arrivés au pouvoir par la force et qui, dépassés par une situation politique qu'ils ne maîtrisent plus, en reviennent à faire la seule chose qu'ils soient capables de faire : employer la force. Je suis convaincu qu'un regard extérieur vigilant ne peut qu'accroître les chances de réussite de la transition démocratique que mérite la RCA. C'est ce qui motivera de notre part un suivi attentif des évolutions à venir !